

Unité départementale des Bouches du Rhône  
Pôle d'activités Aix-en—Provence  
30 rue Albert Einstein  
Bâtiment G - CS 90448  
13592 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 3

MARSEILLE, le 12/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SUEZ RV MEDITERRANEE JDR**

**JAS DE RHODES**

**13170 LES PENNES MIRABEAU**

D/SPR/PM/N°211-2024

Références : D-1685-AIX-2023

Code AIOT : 0006400578 (référence à rappeler dans toute correspondance)

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD) implanté JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD)
- JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006400578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Méditerranée est autorisée par arrêté Préfectoral du 22 octobre 2019 pour l'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux du Jas de Rhodes, située sur

la commune des Pennes Mirabeau dans le département des Bouches du Rhône (13).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Visite requise en application de l'article 20-II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme de contrôle tiers (dossier des ouvrages exécutés relatif aux barrières de sécurité active et passive) avant la mise en service de l'extension « Jas de Rhôdes 3 Partie Nord ».

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagement Jas de Rhodes 3 Nord	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.8.1	/	Sans objet
2	BSP	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.1.1	/	Sans objet
3	BSA	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.1.1	/	Sans objet
4	Raccordement des BSP et BSA nouvelles aux existantes	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.8.1	/	Sans objet
5	Contrôles des travaux	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.1.1	/	Sans objet
6	Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > I.	/	Sans objet
7	Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > II.	/	Sans objet
9	Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats, ...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > I.	/	Sans objet
10	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	/	Sans objet
11	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > I.	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Avant le début de l'exploitation d'un nouveau casier d'une installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier (ou de sa réhausse) par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets et l'arrêté préfectoral d'autorisation du site (barrières de sécurité active et passive, drainage, collecte et stockage des lixiviats...)

L'inspection a procédé, en date du 03 octobre 2023, à la visite requise en application de l'article 20-II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers avant la mise en service de l'extension « Jas de Rhône 3 Partie Nord ».

### Les constats réalisés sont les suivants :

Sur le fondement du dossier de conformité référencé S200353\_SUEZ\_JDR3\_RPTCONFORMITE-Sud+Nord-vA du 04 septembre 2023 produit par l'organisme tiers SCE Agence Marseille, l'inspection a pu constater que :

- la côte de fond du casier correspond à celle définie dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 14 novembre 2018,
- des photographies attestent de la mise en œuvre de la barrière de sécurité passive argileuse, du géosynthétique bentonitique calcique placé sous la membrane PEHD, recouverte par le géotextile de protection minimum GTX P3 et protégé par un géotextile anti-UV,
- les mesures de perméabilité de la couche argileuse de la barrière de sécurité passive sont réalisées suivant des normes adaptées et ont mis en évidence des résultats tous inférieurs à la limite de  $1 \cdot 10^{-9}$  m/s,
- un levé topographique démontre que l'épaisseur des matériaux argileux formant la barrière de sécurité passive est partout supérieure à 1 m, et que celle de la couche drainante de ballast est supérieure à 0,5 m,
- l'organisme tiers a effectué un contrôle extérieur des soudures de la géomembrane PEHD sans détecter de défaut,
- tous les poseurs étant intervenus sur la BSA étaient en possession d'une accréditation ASQUAL (certification qualité),
- un dispositif de contrôle permet de s'assurer de l'écoulement gravitaire des lixiviats à partir de l'alvéole Jas de Rhône 3 Sud vers Jas de Rhône 2 et ensuite vers le bassin des lixiviats.

Sur le terrain, l'inspection a vérifié l'absence d'incohérence entre le contenu du dossier technique et les structures observables du casier.

### Conclusions de l'inspection :

Considérant que le respect des prescriptions réglementaires est en premier lieu de la responsabilité de l'exploitant, l'inspection des installations classées a procédé à la vérification documentaire par sondage du dossier technique référencé : S200353\_SUEZ\_JDR3\_RPTCONFORMITE-Sud+Nord-vA du 04/09/2023, relatif aux travaux réalisés pour la constitution de l'extension « Jas de Rhône 3 Partie Nord », de l'ISDND du Jas de Rhône.

À l'issue de ce contrôle par sondage, l'inspection n'identifie aucune non-conformité.

Cet examen documentaire a été complété par une visite d'inspection sur site en date du 03/10/2023 qui n'a pas révélé d'incohérence entre les constats visuels réalisés et les éléments examinés dans le dossier.

**L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la réception de l'extension « Jas de Rhôdes 3 Partie Nord », de l' Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux du Jas de Rhodes au Pennes Mirabeau.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Aménagement Jas de Rhodes 3 Nord

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Travaux de terrassement
<b>Prescription contrôlée :</b> Après les travaux d'affouillement visés au chapitre 8.2 du présent arrêté, un relevé topographique est réalisé et transmis à l'inspection des installations classées. Ce relevé topographique devra montrer la conformité des travaux réalisés et du fond de forme avec les éléments présentés dans le dossier technique joint à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> Le respect des côtes de terrassement a été vérifié par le contrôle extérieur, conformément au plan d'échantillonnage transmis à la DREAL. Annexe 3 du dossier de contrôle extérieur : contrôle fond de forme Partie Nord (Société de contrôle : GEOTOPO-CONSEIL) Date d'édition du plan topographique du fond : le 22 août 2023
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : BSP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, barrière passive
<b>Prescription contrôlée :</b> Au droit de l'extension dit « Jas de Rhodes 3 », la zone qui recevra des déchets constituera un prolongement du flanc ouest de l'installation de stockage de déchets non dangereux existante. La barrière de sécurité passive sera constituée (de haut en bas) : <ul style="list-style-type: none"><li>• sur les talus : un géosynthétique bentonitique (GSB) d'une épaisseur de 1 cm et d'une perméabilité de 10-11 m/s ;</li><li>• sur la risberme supérieure : un géosynthétique bentonitique (GSB) d'une épaisseur de 1 cm et d'une perméabilité de 10-11 m/s ; une couche de matériaux argileux de perméabilité inférieure ou égale à 10-9 m/s de 0,5 m d'épaisseur ;</li><li>• sur la risberme élargie : un géosynthétique bentonitique (GSB) d'une épaisseur de 1 cm et d'une perméabilité de 10-11 m/s une couche de matériaux argileux de perméabilité inférieure ou égale à 10-9 m/s de 1 m d'épaisseur, avec remontée de 2 m sur le flanc.</li></ul>

La mise en place de la couche de matériaux argileux se fait par tranche de 33 cm environ, compacté séparément. Les talus de l'extension présenteront une pente de 3H/2V et hauteur maximale des talus de 8 m (de manière à disposer d'une longueur de rampant de 20 m maximum), permettant la mise en oeuvre d'un GSB ou d'un géofilm bentonitique. Les risbermes auront une largeur de 5 m, minimum nécessaire pour l'ancrage. L'état du support sera contrôlé et devra être compatible avec la mise en oeuvre du GSB afin de limiter les endommagements sur celui-ci. D'après les « Recommandations du CFG » (Recommandations pour l'utilisation des géosynthétiques bentonitiques en installations de stockage de déchets), dans le cas où la structure support (matériau naturel ou remanié) est inadaptée, une couche support sera réalisée avec un matériau d'appoint dont la surface en contact avec le GSB est fermée. Les engins de chantier ne devront pas entraîner de déformation ou de modification de l'état de surface de la couche support. La mise en oeuvre et les contrôles des géosynthétiques bentonitiques suivra les recommandations du Fascicule 13 du CFG (Recommandations pour l'utilisation des géosynthétiques bentonitiques en installations de stockage de déchets), notamment :

- respecter les largeurs minimales de recouvrement ;
- respecter la conception des ancrages ;
- dérouler sur talus, en règle générale, de haut en bas pour faciliter la mise en oeuvre et éviter la dégradation du support ; dans le cas où le support sera dégradé, il faut prévoir sa restauration par un engin adapté avant déroulage ;
- positionner sur talus, la direction de pose et de déroulement suivant la ligne de plus grande pente ;
- si la longueur de talus le permet, proscrire tous les recouvrements horizontaux ;
- interdire à tout véhicule de circuler sur le GSB, sauf dispositions particulières à justifier par l'entreprise auprès du maître d'ouvrage.

La perméabilité, l'épaisseur, la densité et la teneur en bentonite ainsi que la résistance à la traction et au poinçonnement seront contrôlées par l'entreprise qui réalisera la mise en oeuvre.

#### **Constats :**

Les opérations de terrassements (Lot 01) ont été réalisées par l'entreprise FOREZIENNE agence sud – secteur Méditerranée basée à VITROLLES, entre septembre 2022 et avril 2023.

La barrière de sécurité passive a ensuite été réalisée en avril et début juin 2023.

Les différents contrôles des barrières de sécurité passive opérés sur site pour la vérification de la conformité des travaux ont été réalisés par la société SOCNA Sols, basée à Beaune.

Les levés topographiques ont été réalisés à l'avancement des travaux par le cabinet de géomètres GEOTOPO-CONSEILS.

La barrière de sécurité passive a été mise en place sur le fond de la risberme élargie, ainsi que sur la remontée de 2 mètres en cuvelage le long des talus.

Elle a été mise en oeuvre par couches successives d'au moins 33 cm compactées sur une épaisseur supérieure ou égale à 1 mètre.

Une intervention du contrôle extérieur (SOCNA SOL) a été réalisée à deux périodes distinctes, du 10 au 16 mai 2023 et le 01 et 02 juin 2023 afin de contrôler la perméabilité de la BSP. Le rapport du contrôle extérieur présenté atteste de la conformité des perméabilités sur le fond et au droit des remontées. Les contrôles ont été réalisés, conformément aux règles de l'art et aux attendus de l'Arrêté Préfectoral par combinaison d'essais au simple anneau en surface et d'essais en forage afin de vérifier la perméabilité sur toute la hauteur et aux interfaces entre couches.

GEOTOPO a réalisé le contrôle d'épaisseur de la BSP et des remontées sur talus (2 m) le 21/08/2023. Les épaisseurs de la BSP sont supérieures à 1 mètre sur la risberme élargie.

Le GSB mis en oeuvre sur les flancs et le fond de la risberme élargie, est un GSB calcique 9kg

HUESKER NABENTO LC 9000F de perméabilité inférieure à 6,45. 10 <sup>-11</sup> m/s , certifié ASQUAL. Les modalités de mise en œuvre sont conformes aux recommandations du fascicule 13 du CFG.
<b>Observations :</b> Pour les prochaines réceptions de casier, l'exploitant devra respecter strictement la valeur de perméabilité définie pour le géosynthétique bentonitique formant partie de la barrière de sécurité passive, tel que défini à l'article 8.8.1 de l'arrêté du 22/10/2019, en fonction des performances attestées par le fabricant
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : BSA

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, barrière active
<b>Prescription contrôlée :</b> La barrière de sécurité active sera composée du bas vers le haut par : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une géomembrane PEHD (PolyEthylène Haute Densité) de 2 mm d'épaisseur reposant sur la barrière passive ;</li> <li>• un géotextile de protection GTX P3, protégé par un géotextile anti-UV,</li> <li>• une couche de matériaux drainant sur le fond du casier et sur la risberme élargie.</li> </ul>
<b>Constats :</b> La barrière de sécurité active a été mise en place sur l'ensemble du fond et des talus de la risberme élargie de JDR3.  Le dispositif d'étanchéité active mis en place est composé de bas en haut : D'une géomembrane en PEHD SOLMAX HD 2 mm certifiée ASQUAL En fond d'un géotextile P5 1200g/m <sup>2</sup> de type P100S de la société TENCATE, certifié ASQUAL En talus d'un géotextile P4 1000g/m <sup>2</sup> de type P120 de la société TENCATE, certifié ASQUAL  En fond de casier, mise en œuvre d'une couche de matériaux drainant sur 0,5 m d'épaisseur, de fraction granulométrique 20/35, de perméabilité supérieure à 1.10 <sup>-4</sup> m/s : ballast recyclé lavé répondant à l'ensemble des critères attendus.  Le point de contrôle des lixivats est le même que celui déjà mis en place sur JDR 3 Sud.  Pour l'installation de la géomembrane, l'entreprise Eurovia Etanchéité dispose d'un plan d'assurance qualité assurant une mise en œuvre selon les règles de l'art.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Raccordement des BSP et BSA nouvelles aux existantes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Raccordement BSP et BSA existant
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Le raccordement des barrières est réalisé selon le principe suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Géomembrane retroussée pour dégagement du GSB ;</li> <li>• Recouvrement du GSB existant avec le nouveau GSB par tuilage ;</li> <li>• Tuilage des nouvelles géomembranes et soudure sur celles existantes.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le raccordement a été réalisé sur tout le linéaire Est entre la risberme élargie de JDR3 et le début des flancs de JDR2 dans la partie avale de la zone, puis entre la risberme élargie de JDR3 et JDR1 dans la partie amont de la zone</p> <p>Ce raccordement a été réalisé selon la procédure suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dégagement soigné des géosynthétiques en place (dégagement matériaux digue périphérique et début des déchets)</li> <li>- Retroussage de la géomembrane pour dégagement du GSB existant</li> <li>- Recouvrement du GSB existant par le nouveau GSB, puis par la nouvelle géomembrane</li> <li>- Soudure de la géomembrane</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 5 : Contrôles des travaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 8.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La perméabilité de la couche d'argile est contrôlée avec deux types d'essais :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• essai au simple anneau fermé, réalisé sur chaque couche d'argile mise en oeuvre (3 couches de 0,33 m) ;</li> <li>• essai en forage, afin de vérifier la perméabilité aux interfaces entre couches.</li> </ul> <p>Ces essais sont réalisés par un organisme tiers indépendant de l'exploitant. Le contrôle de la pose de la géomembrane est réalisé par un organisme tiers indépendant de l'exploitant. Cet organisme s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement. Il réalise inspection visuelle de la géomembrane complétée à minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'ensemble de ces travaux fera l'objet de contrôles qualité externes conformément aux règles de l'art.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des rapports de contrôles ont été transmis à l'inspection des ICPE, conformément aux point de contrôle N°2 et 3 ci-dessus.</p> <p>Contrôle de la perméabilité de la couche d'argile et de la pose de la géomembrane réalisée par un organisme tiers indépendant de l'exploitant.</p> <p>Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>



**N° 6 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception JDR 3 Nord
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé "barrière de sécurité active".Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine. Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.
<b>Constats :</b> Les éléments constitutifs de la barrière de sécurité active sont conformes avec l'article 9 de l'Arrêté Ministériel du 15 Février 2016, à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>- Mise en œuvre d'une géomembrane adaptée par un poseur disposant de l'ensemble des certifications ASQUAL</li><li>- Mise en œuvre d'un géotextile anti-poinçonnant de protection</li><li>- Mise en œuvre d'une couche de drainage d'une épaisseur de 50 cm avec drains permettant l'évacuation des lixiviats</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception JDR 3 Nord
<b>Prescription contrôlée :</b> En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à $1.10^{-4}$ m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.
<b>Constats :</b> En fond de casier, mise en œuvre d'une couche de matériaux drainant sur 0,5 m d'épaisseur, de fraction granulométrique 20/35, de perméabilité supérieure à $1.10^{-4}$ m/s : ballast recyclé lavé répondant à l'ensemble des critères attendus. Le dispositif de drainage est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats, ...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception JDR 3 Nord
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme. Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.
<b>Constats :</b> Écoulement gravitaire des lixiviats vers JDR3 Sud puis JDR 2 et vers bassin de collecte. Un dispositif de contrôle est mis en place pour contrôler le niveau des lixiviats en partie JDR 3 Sud, en point bas, en continuité des écoulements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception JDR 3 Nord
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné. Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur. Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation. L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme.
<b>Constats :</b> L'exploitant a spécifié et transmis à l'inspection le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive, trois mois avant l'engagement des travaux.

Tous les résultats des contrôles réalisés sur la BSP et la BSA ont été transmis à l'inspection des ICPE avant la mise en service du casier. Pas d'observation. L'exploitant a aussi joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception JDR 3 Nord
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le début de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11) ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un dossier technique réalisé par SCE (Agence de Marseille) en date du 04/09/2023, démontrant la conformité de l'installation aux conditions fixées ar l'arrêté préfectoral d'autorisation et l'arrêté ministériel du 15 février 2016.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet